Rapport de l'Evaluation Rapide Multisectorielles

Groupement Baswagha MADIWE

La localité LUBENA, PENDEKALI et KIPABASHI.

Date de l'évaluation : Du 15 au 19 Octobre 2019

Date du rapport : 29 Octobre 2019

Pour plus d'information, Contactez :

[Anaclet Kolekwa « anaclet.kolekwa@nrc.no »]
Téléphone : 0997780706 ; 0814101072

[Rachid Moujaes <rachid.moujaes@nrc.no]
Téléphone : 0976679873 ; 0814870371

1. Aperçu de la situation

1.1. Description de la crise

Nature de la crise :	✓ **Conflit** ✓ **Mouvements de population** ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	10 juin 2019	
Si conflit :		
Description du conflit	Depuis plus d'une dizaine d'années, le groupement de Baswagha Madiwe accueille des déplacés venant des villages et des territoires voisins. Il est situé à environ 50 kilomètres au Nord-Ouest de la Beni ville, territoire de Beni en province du Nord Kivu. Ce groupement compte 3 localités dont Lubena, Kipabashi et Bapakombe Pendekali. Le groupement Baswagha Madiwe est un grand centre de négoce d'or en territoire de Beni. On y trouve plus de 35 comptoirs d'achat d'or. En effet, 8370 personnes déplacées sont arrivées dans la zone depuis le 10 septembre 2019. Ils auraient fui d'une part, les affrontements entre des maï et les FARDC dans la localité de Makumbo, et d'autre part, les attaques des maï Simba dans le village de Pangoyi (province de l'Ituri). L'attaque de Makumbo aurait été suivie de l'incendie du poste de santé et la maison du chef de localité. Par ailleurs, à Pangoyi on signale les viols de 4 femmes et les pillages des biens de la population.	

	Le retour dans la zone de provenance reste hypothétique car plusieurs groupes armés ont installé leurs bastions dans les villages de provenance et étendent leur activisme autour de grandes agglomérations (Cantine, Mabalako Malesse) où ils commettent toute sortes d'exactions contre la population. L'accès aux champs et aux différents carrés miniers posent également problème suite à l'imposition des taxes et travaux forcés dans la contrée. Cette situation contribue à dégrader considérablement la situation humanitaire dans cette zone menacée aussi par l'épidémie d'Ebola depuis plus d'une d'année.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

	Population avant la crise de mai 2019		Population après crise		
	Personnes	**Ménages**	**Personnes**	**Ménages**	
Population locale	90786	15132	90786	15132	Effectifs de la population locale recueillis aux aires de santés. Effectifs des déplacés auprès des autorités locales et à L'ONG FAEVI qui a mené l'enregistrement dans la zone.
Nombre Déplacés	nd	nd	8910	1485	
% des [*catégories pertinentes*] par rapport la population locale	-	-	9,8%	9.8%	

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)

	Pendekali	Kipabashi	Lubena	Total	
Population locale(en ménage)	3983	4667	6482	15132	
Ménages Déplacés de nouvelle vague	353	200	932	1485	
Degré de pression par Groupement	8.8%	4.2%	14%	9.8%	
N.B. Il importe de signaler que le groupement Baswagha Madiwe est une zone habituée à l'assistances humanitaire. Un fort attentisme de la communauté hôte y est prévisible.					

Dégradation subies dans la zone de départ	Des incidents rapportés par les communautés: • Incendie de la maison du chef de localité et du poste de santé de Makumbo ; • Viol de 4 femmes à Pangoyi ; • Pillages des biens de la population lors de la fuite.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Les ménages proviennent de deux axes. Les déplacés de l'axe Makumbo ont parcouru environ 30 à 40km à pied pour atteindre la zone ; tandis que, ceux venus de l'axe Pangoyi ont parcouru près de 150 km pendant 3 à 4 jours de marche	
Lieu d'hébergement	[X] **Communautés d'accueil :** [ ] **Sites spontanés,**	[ ] **Camps formels** [X] **Autres** : maisons offertes gratuitement par la communauté d'accueil
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Des poches de zones insécurisées demeurent dans plusieurs zones de provenance. C'est le cas de la localité de Makumbo, et des villages du territoire de Mambasa (Pangoyi, Makanda, Camp Libération,) où les groupes armés opèrent depuis bien longtemps. La majorité des déplacés ne sont pas pour le retour car la situation sécuritaire n'est pas rassurante.	

Si épidémie	
Une épidémie de Rougeole est signalée dans la zone. 45 cas sont rapportés dans l'aire de santé d'Aloya et 25 dans l'aire de santé de Mabalako. Les cas confirmés de l'épidémie de rougeole concernent les déplacés et les autochtones. Par ailleurs, l'épidémie d'Ebola a été déclarée dans la zone de santé de Mabalako depuis le 1er aout 2018.	
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Une campagne de vaccination contre la rougeole serait envisagé par le gouvernement dans un futur proche.

1.2. Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	***Réponses données***	***Zones d'intervention***	***Organisations impliquées***	***Type et nombre des bénéficiaires***
Epidémie Ebola	Soins de santé primaire	ZS de Mabalako	MSF, Save, PADSS	Les déplacés et la population locale suite à la MVE
Intervention en AME	Distribution des NFI	ZS de Mabalako	FAEVI /Unicef	1281 ménages déplacés
Sources d'information	Médecin chef de Zone de Mabalako, Superviseur FAEVI			

2. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage	L'échantillonnage par choix raisonné a été utilisé pour collecter les données primaires. 10 sources visitée dont 5 à Mabalako et 5 à Cantine. 40 écoles visitées sur 51 dans la zone. Deux centres de santé et un poste de santé à Malesse.
Techniques de collecte utilisées	• Des entretiens structurés avec les informateurs clés : Chefs de quartiers et d'avenues, Comités des déplacés, Chefs des villages de provenance, rescapés, Infirmiers titulaires, autorités religieuses, autorités scolaires ; • Des focus groupes avec les déplacés ;

	• De l'observation directe lors des visites ménages , familles d'accueil, des infrastructures (écoles, centre de santé, points d'eau…)

Composition de l'équipe

N°	Noms & post Nom	Fonction	Secteur d'Activités	Numéro Téléphone
01	John AMANI	Emergency Program. Coordinator.	Mouvement de Population	0993291685
02	Aldegonde SEKERAVITHI	TL.Educ	Education	0998683078
03	Osée KAKULE	Officier Protection	Protection & faisabilité	0815441844
04	Mamie NGOLOMA	Consultant EAC	Sécurité Alimentaire & Marche	0997903492
05	Makasi KAKULE	Assistant/Roving	Santé et Wash	0819454271

3. Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (par ordre de priorité)	***Recommandations pour une réponse immédiate***	***Groupes cibles***
Besoins en Sécurité alimentaire - Vivres - Pas accès aux activités génératrices de revenu pour les déplacés, - Intrants agricoles	- Distribuer le cash ou organiser une foire pour faciliter aux ménages l'accès aux vivres de leur choix. - Distribuer les semences de haricots et outils aratoires, - Organiser des distributions de cash pour permettre aux familles d'accueil et aux déplacés de se constituer les AGR.	Ménages déplacés et familles d'accueil vulnérables
Besoins abri et AME : - Le manque des articles ménagers essentiels particulièrement les cooking sets et les habits ; - Promiscuité dans des familles d'accueil. Ils ont besoins d'abris.	- Renforcer l'assistance en articles ménagers essentiels pour pallier aux besoins en abris d'urgence ; - Distribution des cash aux ménages déplacés pour leurs permettre de se procurer les kits de cuisines, les habits et payer le loyer / abris.	Déplacés et Familles d'accueil.
Besoins Eau, - Hygiène et assainissement : - Forte probabilité de contracter des maladies d'origine hydrique ou liées aux mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement - Entretien des ouvrages d'assainissement et protection des points d'eau - Faible pratique de lavage de mains et assainissement ; - Manque des latrines familiales et dans certains lieux publics	- Redynamiser les comités de gestion d'eau et d'assainissement - Réhabiliter les points d'eau délabrés et en construire d'autres pour augmenter l'accès à l'eau potable - Initier des travaux communautaires pour entretenir, protéger et assainir les sources aménagées et bornes fontaines ; - Sensibiliser la communauté sur les règles et pratiques d'hygiènes (assainissement des parcelles lavage des mains et l'hygiène afin de lutter contre les maladies des mains salles, d'origine hydrique et celles liées aux mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement de la zone ; - Envisager la construction des latrines dans des lieux publics, et mise en place des poubelles et d'un plan de gestion des ordures	- La population locale et les ménages déplacés
Besoins en Education	- Mener un plaidoyer pour que tous les enseignants des écoles publiques soient traités de la même façon ;	- Enseignants

- Prise en charge des enseignants non payés - Capacité d'accueil des écoles - Appui en mobiliers et équipement aux écoles - Latrines - Fournitures scolaires pour les enfants et enseignants - Kits récréatif et didactique - Prise en charge psychologique des enfants - Formation des enseignants	- Augmenter la capacité d'accueil des salles de classe pour les écoles à effectifs pléthoriques pour un environnement d'apprentissage sain ; - Equiper les classes en mobiliers pour les écoles ayant les classes spacieuses mais aussi équiper les écoles en manuels scolaires ; - Augmenter les portes de latrines car elles sont insuffisantes dans les écoles pour éviter les risques des maladies ; - Distribuer des kits scolaires, enseignants, didactiques et récréatifs ; - Organiser les activités de protection au sein des écoles ; - Organiser une capacitation sur les nouvelles techniques d'enseigne ment et sur la prise en charge des enfants vulnérables.	- Ecoles - Ecoliers
Besoins Protection : - Réinsertion socioéconomique des ESFGA - Démobilisation désarmement réinsertion des EAFGA, - Prise en charge des ENA et Enfants Séparés	- Positionner un acteur de la protection de l'enfance ; - Plaider auprès de la MONUSCO et les FARDC pour sortir les enfants au sein des groupes armés.	- Enfants sortis des forces et groupes armés (ESFGA) ; - Enfants non accompagnés ; - Enfants séparés.

4. **Analyse « ne pas nuire »**

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Les résultats des réunions communautaires réalisées dans les différents groupements ont révélé qu'il n'y a pas un risque d'instrumentalisation de l'aide au sein de la communauté. Les autorités ainsi que différents leaders savent bien les procédures de travail des ONG. Même si les maï sont signalées aux périphéries, ils n'impactent pas les activités humanitaires au sens de l'immixtion.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Lors de différents entretiens avec la communauté, il n'est pas ressorti des conflits dans la zone. Aucun fait pouvant faire naitre des confits n'a été observé dans la zone.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Aucun risque de distorsion entre l'offre et la demande car les marchés de Cantine et Mabalako font des échanges réguliers avec les marchés de Beni, Butembo et Kasindi.

5. Accessibilité

5.1. Accessibilité physique / Accès humanitaire

Type d'accès	L'axe Beni-Cantine est accessible partout par les engins roulants de toute marque et en toute saison. Deux voies routières relient Beni - Mabalako et Cantine. Il s'agit de l'axe Beni-Mabalako-Pendekali-Cantine se trouvant à 54km au Nord-Ouest de la ville de Beni et l'axe Beni-Maboya-Visiki– Mabalako-Cantine qui s'étend sur une distance de 87km. Cependant, ce dernier est en état de délabrement avancé par manque d'entretien.

5.2. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La situation sécuritaire est relativement calme dans les localités de Lubena, Bapakombe/Pendekali et Kipabashi. La zone est sous contrôle des FARDC, unité génie militaire appuyée par la PNC (Police Nationale Congolaise).
Communication téléphonique	Les réseaux de communication : Vodacom, Airtel et Orange arrosent la zone de façon fiable,
Stations de radio	Les radios Zèbre et RDCA (Radio de Développement de Cantine Aloya) émettent sur FM et desservent cantine et Mabalako. Mais aussi à Mabalako, il y a une autre radio communautaire.

6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone	Outres des cas isolés de banditisme, il n'y a pas d'incidents ciblés dans les zones de déplacement évaluées. Les cas de violation sont plutôt rapportés dans les zones de provenance

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
-***Vol*** d'une vingtaine des bidons d'huile dans un dépôt	Mabalako	maï maï	5	Présumés maï maï de Mambale, fin Aout 2019
Arrestations suivies d'amandes illégales	Mabalako	maï maï	4	Présumés maï maï de Mambale, septembre-octobre 2019, amandes de 50.000FC à 100usd pour ceux qui ne font pas le « salongo » forcé.
Enlèvement d'un garçon de 17 ans	Mabalako	maï maï	1	Présumés Mai Mai de Mambale, 8 octobre 2019, 1 garçon de 17 ans.
Recrutement d'1 jeune de 16 ans de Cantine par maï maï de Ngazi en aout 2019	Cantine	maï maï	1	Présumés maï maï de Ngazi, Aout 2019
Travaux forcés et amandes allant jusqu'à 100.000FC et fouets aux non participants	Cantine	maï maï	Plusieurs	Présumés maï maï de Gite , septembre -octobre 2019
Arrestation et détention d'un jeune de Cantiné par les Mai Mai de Ngazi	Cantine	maï maï	1	Présumés maï maï de Ngazi autour de Cantine 15 octobre 2019
Recrutement des jeunes mineurs	Mabalako	maï maï	3	Présumés maï maï de Mambale en octobre 2019

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Aucune tension communautaire n'a été rapportée dans la zone d'accueil des déplacés.
Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.	☒ Oui, Il y a le RECOPE (Réseau Communautaire de Protection de l'Enfant) à Mabalako et à Cantine. Leurs membres font des sensibilisations et des plaidoyers pour prévenir et mitiger les violations des droits de l'enfant.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	La bonne partie de la population de Mabalako et Cantine vit de l'agriculture de subsistance. L'activisme des groupes armés rend inaccessible les champs de certains axes comme Mambale, Ngazi, Gite. En fait, les maï maï organisent des travaux communautaires, « salongo » dans les périphéries et infligent la population à des tortures des fouets, amandes allant jusqu'à 50 dollars américains pour ceux-là qui ne participent pas. Aussi des taxes illégales de 1000FC par ménage sont payées soit par semaine soit par mois. Ils se mixent dans les affaires civiles comme juges et infligent des amandes allant de 50.000FC à 100 dollars américains aux personnes qu'ils jugent coupables. Cette situation condamne à la faim ceux qui vivent des travaux des champs.
Présence des engins explosifs	**RAS**
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des acteurs humanitaires dans la zone est bonne. Leur présence rassure la population mais de l'autre cote crée une forme d'attentisme des populations locales qui justifient la présence humanitaire par l'assistance.
Réponses données	
Gaps et recommandations	**Gaps** • Pas d'acteurs qui s'occupent des cas des enfants déplacés à séparation familiale (Enfants Non Accompagnés, Enfants séparés), • Les ex enfants soldats auto démobilisés n'ont pas d'acteurs pour un processus DDR. Ils sont arrêtés et ré recrutés par des maï maï actifs dans la zone **Recommandations** • Plaider pour le positionnement d'un acteur pour gérer des cas protections de l'enfant (Enfants Non Accompagnés, Enfants séparés, ESFGA…) • Coupler les assistances individuelles aux aides communautaires avec un haut niveau de transparence en respectant à la lettre les principes humanitaires et piliers de redevabilité

6.2. Sécurité Alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒Non,

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Il y a risque d'insécurité alimentaire dans les ménages déplacés et même dans ceux de certaines familles autochtones. L'abandon des champs, la perte des cultures, d'élevages ainsi que de moyens de subsistance dans leurs milieux d'origine sont les principales causes de manque des vivres dans nombreux ménages déplacés. Aucun stock des vivres n'est disponible dans ces ménages. La majorité des ménages consomme un repas monotone non équilibré et une seule fois par jour (Foufou de manioc et/ou colocase au légume vert parfois sans huile). La protéine animale se consomme difficilement par une minorité de ménages. La plupart de déplacés dépendent des dons ou aides des familles d'accueil et d'autres bienfaiteurs du milieu. Une minorité exerce des travaux journaliers dans les champs proches des autochtones où ils sont payés en nature ou en espèce. A Mabalako certains ménages vivent du ramassage et vente des noyaux de palme à 200FC le kg après concassage. Ces noyaux sont obtenus après un travail d'apport des bois de chauffe dans les usines de fabrication d'huile.
Production agricole, élevage et pêche	Les principales cultures du milieu sont : Le haricot, le riz, le manioc, le palmier à huile, le maïs et l'arachide. Les autres cultures y sont aussi pratiquées, il s'agit de choux, patate douce, soja, aubergine et autres légumes. La saison passée a connu une perturbation climatique (forte pluie) qui a détruit les cultures dans les champs. Ce qui a entrainé une diminution de la production de haricot. Par ailleurs l'insécurité persistante dans certains milieux où il y a les champs des autochtones, ne permet pas à la population de vaquer aux activités champêtres (cas de Mambale, Nganzi, Masiolo où il y a présence des maï maï). Les principaux animaux domestiques du milieu sont : la chèvre, les volailles, le cobaye, le lapin et le porc. L'élevage a également connu des difficultés suite au vol par des inciviques et les maladies de petits ruminants enregistrées actuellement dans la région et les volailles sont attaquées par la peste aviaire, la grippe. Les médicaments pour soigner les bêtes sont insuffisants dans la zone. L'ignorance, le manque d'encadrement et la négligence constituent aussi la cause des pertes des bêtes.
Situation des vivres dans les marchés	L'axe dispose de 2 marchés dont l'un à Mabalako qui fonctionne chaque mardi de la semaine et l'autre à Cantine œuvrant chaque lundi de la semaine, du matin au soir. Ces marchés sont de consommation et d'approvisionnement. Notons que celui de Cantine est le plus grand et le plus mouvementé. Actuellement les denrées les plus disponibles sur le marché sont les riz, les cossettes de manioc, l'huile de palme, les bananes plantains et les légumes verts. En cette période, la population prépare la terre pour semer le haricot au mois de Novembre ; en même temps certains récoltent le riz. Dans les 2 marchés il n'y a pas de dépôts de vivres (trois seulement a Cantine). Les vendeurs stockent leurs marchandises à domicile, d'autres ne les amènent que le jour du marché en provenance des champs. Notons que ces deux marchés sont fréquentés par les commerçants de Butembo et Beni qui viennent s'approvisionner en haricot, riz, huile de palme, cossette de manioc et arachide. Néanmoins en cas de carence de certaine denrée comme c'est le cas de haricot actuellement, la population de Butembo- Beni en apporte dans ces milieux. Par conséquent il y a hausse de prix sur le marché. Le haricot jaune et blanc est passé de 300FC à 400 FC le kg. Cependant, les autres qualités de haricot coutent entre 300 à 350FC le kg.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Les ménages déplacés vivent difficilement sur le plan alimentaire. Plusieurs stratégies sont mises en place pour faire face à la crise, entre autre : La consommation des aliments moins préférés et moins couteux, La réduction de la quantité et du nombres de repas par jour, l'emprunt mutuel, la privation des adultes au profit des enfants, la monotonie des repas quotidien, etc.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nombre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	////////	//////////	///////////	///////////////

Gaps et recommandations	**Gaps** : Dans les focus group, les ménages déplacés ont exprimé les soucis d'accès aux vivres. Ils accèdent difficilement à un seul repas non équilibré par jour. En outre, le milieu d'accueil a également connu la réduction de la production agricole suite à la perturbation climatique de la saison dernière (perte des cultures de haricot et même celles de riz suite à une pluie diluvienne). A cela s'est ajouté l'insécurité et la maladie à virus Ebola qui ont également pénalisé les activités champêtres. L'élevage a aussi des difficultés suite à l'inaccessibilité aux médicaments et vol des bêtes d'élevage. Diluvienne **Recommandation.** • Assister les ménages déplacés et familles d'accueil vulnérables en vivres. • Distribuer le cash ou organiser une foire pour faciliter aux ménages l'accès aux vivres de leur choix. • Distribuer les semences de haricots et outils aratoires • Appuyer les éleveurs et/ou cliniques vétérinaires en médicaments pour les bêtes d'élevage.

6.3. Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	✓ Oui ■ Non Oui, une assistance en kit incomplet a été remis aux ménages déplacés dans les trois localités.
Type d'abris	La majorité des déplacés sont logés dans des familles d'accueil, dans des maisons cédées et/ou louées. Une forte promiscuité est constatée avec plus de deux ménages dans certaines familles d'accueil.
Accès aux articles ménagers essentiels	Les AME remis par FAEVI sont présents dans les ménages. Toutefois, les déplacés ont du mal à cuisiner leurs aliments étant donné que les items du kit cuisine n'ont pas fait partie du kit distribué. Ils continuent à partager les casseroles avec les familles d'accueil. Le kit distribué par l'ONG FAEVI était composé de : 1 Bâche, 1 natte, deux couvertures, 3 barres de savon de lessive, 3 savons de toilette et habit pour femme (pagne). Ils viennent des zones éloignées parfois à 2 et 3 jours de marche. La priorité était de sauver des vies. Des villages incendiés, des extorsions des biens sur le chemin de fuite ont été rapportées.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les familles d'accueil partagent les AME avec les déplacés. Pour les autres, la préparation des aliments se fait souvent à tour de rôle entre ménages déplacés.
Situation des AME dans les marchés	Les AME sont disponibles sur le marché de Cantine et de Mabalako.
Faisabilité de l'assistance ménage	Les 3 modalités d'assistances (cash, foire et distribution direct) sont possibles dans la zone. Par ailleurs, pour une bonne réussite de l'assistance individuelle, il est important d'impliquer toutes les parties prenantes du début jusqu'à la fin du processus d'activités et de tenir plusieurs séances de sensibilisation de la communauté pour limiter les cas de fraude car cette dernière manifeste un fort attentisme .

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nombre/Type des bénéficiaires	Commentaires
AME	FAEVI/ Unicef	Cantine, Pendekali, Kipabashi	A environ 1281 ménages	Les familles d'accueils n'ont pas été pris en compte. Distribution des kits noyaux.

Gaps et recommandations	**Gaps : les gaps sont énormes dans ces secteurs d'abris et articles ménagers essentiels :** • Manques des cooking set ; • Manque des habits pour enfants ; • Manque des logements pour s'abriter ; • Les familles d'accueils restent sans assistances et pourtant ils ont été vulnérabilisé par les déplacés. **Recommandation :** • Compléter les kits remis par FAEVI par des cooking set et des habits pour enfants ; • Assister les ménages en provenance de Pangoyi en AME car d'autres sont arrivées après l'identification de FAEVI ; • Assister les familles hôtes qui ont accueilli plusieurs ménages et les déplacés venus de Pangoyi en AME.

6.4. Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	■ Oui ✓ Non : Aucun acteur n'est positionné dans ce secteur
Moyens de subsistance	L'agriculture pratiquée à 80% est la principale source des revenus de la population dans la zone. Celle-ci n'arrive plus à satisfaire les besoins des ménages suite à la faible production dû aux fortes pluies enregistrées pendant la saison culturale passée, l'insécurité et la maladie a virus Ebola (plus de 260 victimes dans la zone). Cette situation a entrainé une baisse de revenu des nombreux ménages qui arrivent difficilement à subvenir aux besoins familiaux. Signalons que l'élevage qui constitue aussi une source de revenu n'est plus rentable suite à la maladie des bêtes d'élevage, le vol et l'insuffisance des produits vétérinaires.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Sur l'axe Cantine-Mabalako les déplacés se démènent d'une manière ou d'une autre pour leur survie. Certains font des travaux journaliers dans les champs des autochtones pour lesquels ils sont payés en argent ou en nature. (Ils reçoivent 1000 à 1500 FC/jr) ; d'autres vendent des noyaux de palme qu'ils gagnent après un travail réalisé dans l'usine de fabrication d'huile de palme. Il y en a aussi qui fabriquent des balais et ceux qui font les transports des graviers. (Un balais se vent a 200fc la pièce).

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Néré/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	////////	//////////////	//////////////	////////

Gaps et recommandations	**Gaps :** Les focus group et visites ménages ont relevés les besoins en vivres d'une part et l'exercice d'une activité génératrice des revenus d'autres part. Il y a aussi besoin des semences, outils aratoire et produit vétérinaires. **Recommandation :** • Distribuer le cash ou organiser une foire aux vires en tenant compte des autres besoins

6.5. Faisabilité d'une intervention cash

Analyse des marchés	L'axe Cantine-Mabalako dispose de 2 marchés dont l'un à Mabalako qui fonctionne chaque mardi de la semaine et l'autre à Cantine œuvrant chaque lundi de la semaine du matin au soir. Ces marchés sont de consommation et d'approvisionnement. Notons que celui de Cantine est le plus grand et le plus mouvante. Actuellement les denrées les plus disponibles sur le marché sont les riz, les cossettes de manioc, l'huile de palme, les bananes plantains et les légumes verts. En cette période la population prépare la terre pour semer le haricot au mois de Novembre ; en même temps certains récoltent le riz. Dans les 2 marchés il n'y a pas de dépôts de vivres (trois seulement à Cantine). Les vendeurs stockent leurs marchandises à domicile, d'autres ne les amènent que le jour du marché en provenance des champs. Notons que ces deux marchés sont fréquentés par les commerçants de Butembo et Beni qui viennent s'approvisionner en haricot, riz, huile de palme, cossette de manioc et arachide. Néanmoins en cas de carence de certaine denrée comme c'est le cas de haricot actuellement, la population de Butembo- Beni en apporte dans ces milieux. Par conséquent il y a hausse de prix sur le marché. Le haricot jaune et blanc est passé de 300fc à 400fc le kg. Cependant, les autres qualités de haricot coutent 300 à 350fc le kg. Dans les deux marches les AME sont disponibles tous les jours et en grande quantité par rapport aux vivres. A Cantine il a plus ou moins 100 boutiques et a Mabalako plus ou moins 50 boutiques des AME. Les prix des AME et vivres sont presque les mêmes dans les deux milieux.
Existence d'un opérateur pour les transferts	L'axe Cantine-Mabalako ne possède pas un opérateur capable de facilité le cash transfert. Aucune institution de micros finance œuvrant dans la zone. Des points de transfert MPSA et Airtel money fonctionnent avec de faibles capacités journalières de 2000 à 3000$ par jour. Signalons qu'en cas de cash seul le marché de Cantine peu couvrir le besoin tout en comptant sur la sensibilisation des vendeurs.

6.6. Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒Oui
Risque épidémiologique	• Les aires de santé de Mabalako et Aloya sont confrontés à l'épidémie à virus Ebola depuis le mois d'Aout 2018. • Retenons aussi que l'épidémie de Rougeole sévit dans la zone il y a de cela trois mois. • Malgré la diminution de nouveaux cas, la menace de l'épidémie à virus Ebola reste permanente suite aux mouvements de population des déplacés qui viennent dans des zones où il y a encore une forte résistance contre les équipes de riposte. Les latrines sont érigées à moins de 50 m d'une source d'eau utilisées par la communauté pour la boisson d'où risque de contamination des eaux et pourtant.
Accès à l'eau après la crise	• L'Aire de santé de Mabalako compte 21 bornes fontaines parmi lesquelles 19 construites par l'organisation internationale World Vision en 2010 et 2 par Oxfam. On compte aussi 16 sources aménagées par LWF en 2005 mais qui sont actuellement dans un état de délabrement avancé suite au non entretien. La communauté utilise les eaux des rivières Lohulo et Tabi pour la lessive avec le risque de noyade pour les enfants. Certains ménages font plus de 1km de marche pour atteindre la source. Suite à l'explosion démographique, la population locale et déplacée n'accède plus à l'eau en quantité suffisante. • A part l'insuffisance de l'eau, la population déplacée n'accède pas suffisamment à l'eau suite à la tarification qui s'élève en 500 francs congolais par ménage. • Au niveau de l'aire de santé Aloya il y a 49 bornes fontaines et 27 sources et puits. Parmi ces bornes fontaines 18 ne sont plus fonctionnelles suite à l'explosion démographique et problème au niveau de captage. • L'aire de santé Aloya compte 32 bornes fontaines parmi lesquelles 18 non fonctionnelles suite au problème de captage et usure de la tuyauterie. A cela s'ajoute la présence de 20 sources et 7 puits aménagés dans les années 2005, 2008 et 2011 par LWF, OXFAM, World Vision, PPSP et CARITAS. La population utilise aussi les eaux de la rivière Ngubo, malheureusement insalubres. Elles sont utilisées par les pygmées pour le lavage des produits indigènes et des poisons qu'ils mettent sur leurs flèches de chasse d'où risque d'intoxication et des maladies d'origine hydrique. • A Pendekali, 1 BF a été érigée en 2014, malheureusement elle n'a jamais fait couler même 1 litre d'eau. C'est ainsi que 2 sources (Yerilko et Ilungu) ont été aménagées par OXFAM en 2016. • A Kipabashi il y a 30 sources non aménagées. Depuis la dernière crise (Avril-Septembre 2019) liée au mouvement de population, la zone n'a jamais reçu d'assistance dans le cadre de WASH. Soulignons que dans la zone de santé de Mabalako, en général, et dans les aires de santé de Mabalako et Aloya à particulier, l'eau reste un produit très rare.

Type d'assainissement	Sur le plan hygiénique, au moins 30 % de la population ont des latrines familiales malheureusement non hygiéniques ; par contre 20% seulement de celle-ci ont des poubelles et des étalages. Le non entretien de certaines sources aménagées, les herbes poussent à moins de 1 m d'une source d'où risque de contamination des eaux. Depuis le début de cette dernière crise (Avril-Septembre 2019) liée au mouvement de population, la zone n'a reçu aucune assistance dans le cadre de la WASH.
Pratiques d'hygiène	Dans certains quartiers visités avec les relais communautaires les règles hygiéniques surtout le lavage des mains sont moins respectées malgré la menace de l'épidémie à virus Ebola qui pèse toujours sur la zone Cantine- Mabalako même s'il est rapporté une diminution sensible des nouveaux cas. Au moins 30 pourcent de la population ont des latrines familiales qui ne sont pas hygiéniques et des douches qui ne respectent pas l'intimité. Au moins 20 % seulement de ménages ont des poubelles. Les ordures sont jetées partout dans des concessions, les notions de gestion des déchets ménagers sont inexistantes. Absence des installations hygiéniques dans des lieux publiques (églises, marchés, écoles, stades de football …) Aucun dispositif au niveau des marchés publics dans le cadre de gestion des déchets et des ordures. Les immondices qui viennent des marchés sont jetées dans des parcelles voisines et dégagent des odeurs nauséabondes avec risque des maladies pour des ménages habitants près du marché et des conflits avec les propriétaires des parcelles vides qui sont considérées comme des trous à ordures (Cas de marché central de Cantine) Notons que dans le cadre de la prévention contre la maladie à Virus Ebola, la zone Cantine Mabalako a reçu une assistance des lavabos qui sont installés au niveau des structures sanitaires, des écoles, des restaurants, des cafeterias….

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	//////////////	//////////	//////////////	//////////

Gaps et recommandations

Besoins en EHA au niveau des aires de santé de Mabalako et Aoya suite à l'explosion démographique et à l'épidémie à virus Ebola qui sévit dans la zone ainsi qu'au non entretien, ni réhabilitation des ouvrages existants.

Recommandations

- Envisager une évaluation technique EHA afin d'avoir une idée précise sur l'adduction en eau potable dans les aires de sante de Mabalako et Cantine.
- Envisager la construction des latrines publiques
- Augmenter le nombre des lavabos qui ont été donné dans le cadre de la prévention contre l'épidémie à virus Ebola afin de prévenir d'autres maladies liées aux mains sales.
- Mettre en places des stratégies dans le cadre de la gestion des ordures au niveau des lieux publics (marchés, restaurants et cafétérias…)
- Renforcer la sensibilisation sur le lavage des mains, l'importance d'une latrine hygiénique et d'une poubelle
- Mettre en place des stratégies pour faciliter aux ménages déplacés d'avoir accès facile à l'eau
- Initier des travaux communautaires afin d'entretenir les sources d'eau disponibles

6.7. Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒Oui : Plusieurs organisations travaillent dans la zone pour apporter une réponse à la Maladie à Virus Ebola. Cette appuis cible toutes la communauté y compris les déplacés.
Risque épidémiologique	

Indicateurs santé

Indicateurs collectés au niveau des structures					
Taux d'utilisation des services curatifs					
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans					
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans					
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans					
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm avec présence ou non d'œdème (taux de malnutrition)					
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans					

Services de santé dans la zone

Structures santé	**Type**	**Capacité (Nb patients)**	**Nb personnel qualifié**		**Nb jours rupture médicaments traceurs**	**Point d'eau fonctionnel**	**Nb de latrines**
			F	M			

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***

Gaps et recommandations	Gaps :

6.8. Education

<table>
<tr><td>Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?</td><td colspan="2">☒ Non
Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur</td></tr>
<tr><td>Impact de la crise sur l'éducation</td><td>Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ,

Ecoles, occupées par les déplacés dans la zone d'arrivée, 0_</td><td>Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ?

☒Oui, _ _
Si oui, combien de jours de rupture ___44__</td></tr>
<tr><td>Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise</td><td colspan="2">Sur l'ensemble d'enfants autochtones inscrits au début de l'année scolaire 2019-20120, aucun abandon n'est enregistré pour le moment. Le facteur favorisant l'accès serait lié à la gratuité scolaire. Par contre, les effectifs ont augmenté suite aux différents mouvements de population connu dans la zone. Quant aux enfants déplacés, 615 n'ont pas accès aux structures scolaires. Le non accès serait lié à l'ignorance de l'importance de la scolarisation par les parents.
<table>
<tr><th>Catégorie</th><th>Total</th><th>Filles</th><th>Garçons</th></tr>
<tr><td>Population autochtone</td><td>13265</td><td>5969</td><td>7296</td></tr>
<tr><td>Déplacés</td><td>989</td><td>445</td><td>544</td></tr>
<tr><td>Retournés</td><td>00</td><td>00</td><td>00</td></tr>
</table></td></tr>
<tr><td></td><td colspan="2"></td></tr>
<tr><td>Services d'Education dans la zone</td><td colspan="2">La zone évaluée compte 50 écoles primaires et 1 CRS : 19 dans la localité de Baswagha-Lubena, 11 dans la localité de Kipabashi et 21 dans la localité de Bapakombe Pendekali. Sur les 51 écoles, 11 n'ont pas été visitées suite à leurs inaccessibilité physique et sécuritaire. Il s'agit de Mont Rwenzori, El Salema, Mabela, Lubena, Ngoyo, Mununze, Kiasi, Mangongweto, Limbabola, Kalibo, et Mandela. Trois de ces 51 écoles ne sont pas agréées à savoir EP Mbume, Kakanasoni et le CRS Cantine. Mais aussi, 18 ne sont pas mécanisées. Toutes les écoles de la zone évaluées organisent un gon unique.

Les écoles sont en majorité construites en pisé ou en planche et couvertes des tôles. Les unes sont partiellement détruites et les autres sont fortement détruites. Les quelques classes en briques fabriquées localement, n'ont ni fondation ni linteau. Cela rend les murs fragiles à l'instar des EP Pygmée Aloya et Mandalio2. Le pourcentage des classes détruites est estimé à 62%.

Même si le résultat de l'évaluation montre que la moyenne du ratio des élèves par classe est de 51, certaines écoles ont de classes pléthores. C'est le cas des EP Malimalese, Katchero, Mandalio2, Mabalako, Pitama, Mahano, Aloy et Taha où on trouve plus de cents élèves dans une classe. Le facteur favorisant ce phénomène serait la gratuité scolaire. Ajoutons que les latrines sont insuffisantes dans presque toutes les écoles. Les quelques latrines sont moins hygiéniques.

Seulement 15 écoles ont des points d'eau fonctionnels à moins de 500m.

Les mobiliers scolaires sont aussi insuffisants. Ils sont constitués de petits bancs fixes réparés à répétition par les membres de COPA. De petites planches peintes au noir et fixées aux murs servent de tableaux. Leurs dimensions ne permettent pas une bonne visualisation des écrits pour les écoliers.</td></tr>
</table>

	Les élèves ne disposent pas des fournitures scolaires suffisantes pour leur formation. Ajoutons aussi que plus de 50% d'enseignants ne reçoivent pas le salaire de l'Etat. Bref, les problèmes urgents sont ceux de l'augmentation de capacité d'accueil des salles de classe, latrines, mobiliers + équipement, manuels scolaires, matériels scolaires, récréatifs et didactiques. A cela s'ajoute la prise en charge des enseignants non payés par l'Etat.

Ecoles primaires	Type	Nb d'élèves total	Nb enseignants	Nb d'élèves déplacés	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)	Vulnérabilité
Malialese	Catholique	380	6	31	63	63	NON	48	Aucun problème majeur à part la pléthore dans les classes du degré élémentaire. D'où nécessité de doublement des classes
Mbume	Officiel	179	6	0	30	30	NON	98	L'école a besoin de nouvelles portes de latrine
Complexe Scolaire Kilumia	Privé	189	7	0	27	27	NON	47	Nécessité d'une réhabilitation l'légère
Pygmée/ Pandoundou	PYGMEES/PANDOUNDOU	211	6	8	35	35	OUI	52	La classe de la 1ère année fonctionne à l'église à cause de son effectif élevé
Vuholo	Catholique	336	8	7	42	42	NON	55	La classe de la 5ème année est en état de délabrement avancé
Taha	Protestant	685	11	68	62	62	OUI	67	Les classes sont moyennement bonnes, elles présentent des dommages légers sans aucun risque
Katchero	Protestant	1007	14	191	72	72	OUI	100	Les classes sont très saturées suite à la gratuité. Les latrines sont devenues aussi insuffisantes
Ushirika	Protestant	128	6	13	21	21	NON	128	A part le besoin en latrine ; l'école manifeste aussi le besoin en équipement

Complexe Vulambayiri	Privé	78	6	37	13	13	NON	13	L'école est nouvellement construite, aucun problème majeur n'est enregistré
Masingo	Catholique	291	7	0	42	42	NON	291	3 salles de classe en pisé sont en état de délabrement très avancé et présentent un danger aux enfants. La classe de1ère année B fonctionne à l'église
Kakanasoni	Adventiste	168	6	8	28	28	OUI	168	L'école ne possède aucune porte de latrine
Ndulya	Privé	191	6	21	32	32	NON	48	Aucune vulnérabilité pertinente observée au sein de l'école
Mantumbi	Officiel	252	8	54	31	31	NON	126	L'école n'a pas le bureau. Elle fonctionne à l'extérieur à plein air. En outre, les travaux de construction des salles de classe qui sont en planches sont inachevés. La super structure n'est pas totalement couverte. Les classes n'ont ni portes ni fenêtres. L'école présente un besoin urgent en latrine
Mandalio 2	Adventiste	640	9	17	71	71	OUI	80	Les 6 classes construites en briques ont des fissures dans les murs.
Mabela	Protestant	135	6	5	23	23	NON	135	L'école est en train de construire 3 salles de classe. Par manque de fonds les travaux sont arrêtés au niveau de linton. Aussi l'école présente le besoin en latrine
Mabalako	Protestant	904	0	15	60	60	OUI	90	Insuffisance des portes de latrines par rapport à la population scolaire. Aussi les salles de classe sont en état de délabrement
Wesa	Protestant	194	6	10	32	32	NON	97	Les salles de classe sont en état de délabrement avancé
Ngazi	Protestant	500	10	39	50	50	OUI	63	Les salles nécessite une réhabilitation légère
Masyolo	Protestant	261	7	6	37	37	OUI	33	Les 4 salles de classe sont partiellement détruites. La toiture et les murs sont en mauvais état.
Kinzikimat	Officiel	225	6	44	38	38	OUI	113	Les 2 portes de latrine sont en état de délabrement et elles sont insuffisantes par rapport au nombre des élèves

Katundula	Protestant	644	12	94	54	54	OUI	92	Seule la classe de la 2ème année est partiellement détruite. Aussi les portes de latrine sont à renforcer
Masau	Protestant	287	6	9	48	48	OUI	72	Le nombre de latrine est insuffisant vu l'effectif de l'école
Complexe Scolaire la Divinité	Privée	158	7	0	23	23	NON	53	L'école n'a aucun problème majeure
Masala	Protestant	242	6	0	40	40	NON	81	Le besoin urgent de l'école est celui d'augmenter les portes de latrine car elles sont insuffisantes
Pitama	Protestant	685	11	58	62	62	OUI	98	Les classes du degré élémentaires sont débordées. Aussi les portes de latrine sont insuffisantes vu les effectifs de l'école
Matoli	Protestant	260	7	122	37	37	NON	0	Les classes sont nouvellement construites mais inachevées. Les murs ne sont pas totalement couvert
Pendo	Adventiste	491	9	11	55	55	OUI	82	3 classes fonctionnent à l'église
Pygmée Aloya	Adventiste	713	11	14	51	51	OUI	45	Les 13 salles de classe présentent le besoin de réhabilitation, certaines tôles suintent mais aussi certaines classes sont inachevées
CRS Cantine	Privé	98	3	8	33	33	NON	49	Les salles de classe ont besoin d'une légère réhabilitation
Kaikudwa	Privée	231	7	21	33	33	NON	115	Les salles de classe n'ont ni fenêtres ni portes. Mais aussi les protes de latrine sont insuffisantes
Mahano	Catholique	1005	17	12	59	59	OUI	56	Pléthore dans les classes de 1ères années ; nécessité d'une autre classe
Kyavitondo	Protestant	646	8	41	81	81	NON	215	Les salles de classe présentent de dommage léger, elles sont toujours utilisables sans risque majeur pour les enfants. Les portes de latrines sont insuffisantes
Lukulu Haloya	Privée	222	5	0	44	44	NON	222	Toutes les 5 classes de l'école sont dans un état de délabrement avancé. Elles présentent un risque pour les enfants. Mais aussi l'école

									n'a aucune porte de latrie. Les enfants sont exposés aux maladies
CS Arche de L'Alliance	Privée	168	5	20	33	33	NON	84	L'école a seulement deux portes de latrine. Les salles de classe quant à elles nécessite une légère réhabilitation
Kambya	Catholique	281	7	17	40	40	NON	35	Les salles de classe en planches sont partiellement détruites. Certaines planches des murs sont à remplacer
Aloy	Protestant	1040	14	52	74	74	NON	104	Vu l'effectif de l'école, les portes de latrines sont insuffisantes
Espoir de Demain	Privée	129	6	4	21	21	NON	0	Ecole privée sans aucun moyen financier pour son fonctionnement. Aucune porte de latine au sein de l'école. Les enfants sont exposés aux risques des maladies
Total ou moyenne		**14254**	**271**	**989**	**51**	**51**		**81**	

Le taux de non scolarisation des enfants de cette contrée a été calculé à travers l'approche du Cluster éducation qui se sert des données démographiques de la zone et d'une estimation d'enfants d'âge scolaire soit 18% de la population.
Cette approche a conduit à des résultats ci-dessous :

14254 sont les écoliers de 6 à 11ans sur les 17945 scolarisables ; **ce qui donne un taux de non scolarisation de 21%.** Par contre **les déplacés présentent un taux de non scolarisation de 38%** ; la gratuité scolaire promulguée par le président de la république serait à l'origine de cet accès scolaire.

Capacité d'absorption	Les trois locales évaluées ont suffisamment d'écoles pour accueillir tous les enfants en âge scolaire. Néanmoins elles éprouvent des difficultés de capacité d'accueil, de mobiliers et d'équipement.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
12 portes de latrine à raison de 4 portes par école	FAEVI	EP Mahano, EP Pygmées Aloy et CRS Cantine	Elèves	Intervention est à court d'exécution
Distribution des laves mains dans le cadre de la riposte	FAEVI ET OXFAM	Toutes les écoles	Elève et enseignants	Intervention exécutée au début de l'année scolaire 2019-2020
Formation sur le PNEP, l'éducation sportive et exploitation des	EPSP	Toutes les écoles	Enseignants et directeur	Les différentes formations ont été effectuées au mois de juin 2019

manuels du degré élémentaire				

Gaps et recommandations	**Gaps** • Aucun acteur n'est positionné dans la zone évaluée pour une réponse en éducation. • Prise en charge des enseignants non mécanisés et mécanisés non payés • Les conditions de scolarisation (capacité d'accueil, classes vétustes, pupitres et tableaux à petites dimensions) • Le support éducatif (matériel didactique, tableau, manuel scolaire, fourniture pour les enfants) **Recommandation** • Faire le plaidoyer pour la prise en charge des enseignants non mécanisés ; • Augmentation de la capacité d'accueil des salles de classe • Distribution des matériels scolaires (les kits élève, enseignant, récréatif et didactique) aux écoles ; • Réhabilitation et équipement en mobiliers des écoles se trouvant dans les besoins criants ; • Construction des latrines.

7. **Annexes**

Annexe 1. Photos

Enfant dans une salle de classe à l'EP Mabalako

Salle des classes à L'EP Mantumbi

Annexe 2 : Quelques informateurs clés

No	Noms	Fonction	Contact
1	MAAHIYA KASEREKA	COMITE ADUCTION D'EAU MABALAKO	0972932029
2	OBED KAKULE MALIKO	INFIRMIER TITULAIRE CSR ALOYA	082665285
3	ERNEST SENGE	DIRECTEUR NURSING HOPITAL GENERAL MABALAKO	0994008939
4	DEVOTE KABUO	PRESIDENTE CVH MABALAKO	0844101521
5	PALUKU BUTUTSI	VICE PRESIDENT CVH MABALAKO	0993334952
6	PERSE KAMABALE	CHEF NOTABLE	0973853254
7	KASEREKA KIVITI	DP DE L'EP KATUNDULA	0810498552
8	KAVIRA SIRIVAHANI	Directrice de l'EP KAMBYA	0819574619
9	KAMBALE VATSURANA	DP de l'EP KINZIKIKIMAT	0813236409
10	KAKULE KAPOMBO	DP de l'EP WESA	0820091241

11	MUHINDO KAMAVU	DP VUHOLO	0977002800
12	MUSA MBARAGHA	DP KATCHERO	0994740220
13	KAHINDO KIMINYA	DP MASAU	0829510633
14	MUHINDO KALINDERA	DP MABELA	0976954976

Coordonnées GPS.

Village	**Latitude**	**Longitude**	**Altitude**
Cantine	**N 00° 30' 33.24''**	**E 29° 08' 28.63''**	**917m**
Mabalako	**N 00° 27' 45.75''**	**E 29° 12' 38.55''**	**963 m**
Pendekali	**N 00° 30' 48.22''**	**E 29° 11' 19.14''**	**987m**